

E 5354

ASSEMBLÉE NATIONALE

TREIZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2009-2010

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 28 mai 2010

Enregistré à la Présidence du Sénat
le 28 mai 2010

TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

Proposition de décision du Conseil relative à la position à adopter par l'Union européenne au sein du conseil d'association institué par l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, en ce qui concerne la modification de l'article 15, paragraphe 7, du protocole 3 de cet accord relatif à la définition de la notion de "produits originaires" et aux méthodes de coopération administrative.

COM(2010) 167 FINAL.



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 25 mai 2010 (26.05)
(OR. en)**

9987/10

**Dossier interinstitutionnel:
2010/0091 (NLE)**

**UD 145
RHJ 4
MED 45**

PROPOSITION

Origine: Commission européenne

En date du: 26 avril 2010

Objet: Proposition de décision du Conseil relative à la position à adopter par l'Union européenne au sein du conseil d'association institué par l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, en ce qui concerne la modification de l'article 15, paragraphe 7, du protocole 3 de cet accord relatif à la définition de la notion de "produits originaires" et aux méthodes de coopération administrative

Les délégations trouveront ci-joint la proposition de la Commission transmise par lettre de Monsieur Jordi AYET PUIGARNAU, Directeur, à Monsieur Pierre de BOISSIEU, Secrétaire général du Conseil de l'Union européenne.

p.j.: COM(2010)167 final



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 23.4.2010
COM(2010)167 final

2010/0091 (NLE)

Proposition de

DÉCISION DU CONSEIL

relative à la position à adopter par l'Union européenne au sein du conseil d'association institué par l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, en ce qui concerne la modification de l'article 15, paragraphe 7, du protocole 3 de cet accord relatif à la définition de la notion de «produits originaires» et aux méthodes de coopération administrative

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. CONTEXTE DE LA PROPOSITION

L'interdiction des ristournes des droits de douane est prévue à l'article 15 du protocole 3 de l'accord d'association CE – Jordanie. Son paragraphe 7 prévoit une période de transition pour la mise en œuvre intégrale de l'interdiction des ristournes des droits par la Jordanie et donne à ce pays partenaire la possibilité d'accorder une ristourne des droits à ses exportateurs/opérateurs économiques au cours de cette période.

Cette période de transition expire le 31 décembre 2009. Cependant, l'article 15, paragraphe 7, prévoit la possibilité de prolonger son application d'un «commun accord».

Lors de la 11^e réunion du groupe de travail paneuroméditerranéen, qui s'est tenue à Bruxelles le 29 octobre 2009, la Jordanie a formulé une demande visant à prolonger la disposition relative aux ristournes sur les droits et à réviser les taux applicables sur les frais de douane.

Conformément à son article 39, le protocole 3 est modifié par une décision du conseil d'association.

Le texte de la décision remplacera la disposition existante figurant à l'article 15, paragraphe 7.

Il comprend, d'une part, la modification de la validité de cette disposition relative aux ristournes sur les droits de douane et, d'autre part, la révision des frais de douane applicables à retenir.

Afin d'assurer la clarté, la prévisibilité économique à long terme et la sécurité juridique pour les opérateurs économiques, les parties à l'accord ont accepté de prolonger l'application de l'article 15, paragraphe 7, avec effet à compter du 1^{er} janvier 2010 pour une période de trois ans.

En outre, il y a lieu d'ajuster les taux applicables en Jordanie sur la base des taux actuels appliqués dans l'UE.

En attendant l'adoption formelle de la présente décision, il a été convenu, par un échange de correspondance entre la Commission européenne et les autorités jordaniennes compétentes que le contenu de ce texte serait appliqué à compter du 1^{er} janvier 2010.

2. CONSULTATION DES PARTIES INTERESSEES ET ANALYSE D'IMPACT

Les parties intéressées ont été consultées dans le cadre du groupe de travail paneuroméditerranéen et du comité du code des douanes (section de l'origine).

Il n'a pas été nécessaire de faire appel à des experts extérieurs.

Il n'est pas nécessaire d'effectuer une analyse d'impact car les modifications proposées sont d'ordre purement technique et ne modifient pas le fond de l'actuel protocole relatif aux règles d'origine.

3. ÉLÉMENTS JURIDIQUES DE LA PROPOSITION

Compte tenu de la nature des modifications à apporter à l'article 15, paragraphe 7, du protocole 3 et à des fins de sécurité juridique, le paragraphe sera remplacé dans sa totalité.

Il convient que la disposition modifiée sur les ristournes des droits de douane s'applique rétroactivement à compter du 1^{er} janvier 2010.

La base juridique de la modification de cette disposition figure à l'article 207, paragraphe 4, premier alinéa, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, en liaison avec son article 218, paragraphe 9.

La proposition relève de la compétence exclusive de l'Union. En conséquence, le principe de subsidiarité ne s'applique pas.

Instrument proposé: décision du Conseil.

4. INCIDENCE BUDGETAIRE

La proposition n'a aucune incidence sur le budget de l'Union.

5. INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES

Il n'est pas prévu de clause de réexamen, de révision ou de suppression automatique.

Proposition de

DÉCISION DU CONSEIL

relative à la position à adopter par l'Union européenne au sein du conseil d'association institué par l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, en ce qui concerne la modification de l'article 15, paragraphe 7, du protocole 3 de cet accord relatif à la définition de la notion de «produits originaires» et aux méthodes de coopération administrative

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 207, paragraphe 4, premier alinéa, en liaison avec son article 218, paragraphe 9,

vu la proposition de la Commission européenne,

considérant ce qui suit:

- (1) Le protocole 3¹ de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, ci-après dénommé «l'accord», modifié par la décision n° 1/2006 du Conseil d'association UE-Jordanie du 15 juin 2006² concerne la définition de la notion de «produits originaires» et les méthodes de coopération administrative.
- (2) L'article 15 du protocole 3 prévoit une interdiction générale des ristournes ou exonérations des droits de douane pour les matières non originaires mises en œuvre dans la fabrication des produits originaires. Toutefois, le paragraphe 7 de cet article dispose qu'une ristourne ou exonération peut être appliquée jusqu'au 31 décembre 2009 dans certaines conditions.
- (3) Afin d'assurer la clarté, la prévisibilité économique à long terme et la sécurité juridique pour les opérateurs économiques, les parties à l'accord ont accepté de prolonger l'application de l'article 15, paragraphe 7, avec effet à compter du 1^{er} janvier 2010 pour une période de trois ans.
- (4) En outre, il y a lieu d'ajuster les taux applicables en Jordanie sur la base des taux actuels appliqués dans l'UE.

¹ JO L 129 du 15.5.2002, p. 3.

² JO L 209 du 31.7.2006, p. 30.

- (5) Conformément à l'article 39 du protocole 3, il convient que le conseil d'association institué par l'accord décide de modifier les dispositions de ce protocole.
- (6) Il convient donc que l'Union européenne adopte au sein du conseil d'association la position définie dans le projet de décision ci-joint,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

La position à adopter par l'Union européenne au sein du conseil d'association institué par l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, en ce qui concerne la modification de l'article 15, paragraphe 7, du protocole 3 relatif à la définition de la notion de «produits originaires» et aux méthodes de coopération administrative en vue de prolonger l'application de cette disposition concernant les ristournes ou exonérations des droits de douane, se fonde sur le projet de décision du conseil d'association annexé à la présente décision.

Article 2

La décision du conseil d'association est publiée au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil
Le président

Proposition de

DÉCISION

N° [...]

DU CONSEIL D'ASSOCIATION UE - JORDANIE

du [...]

modifiant l'article 15, paragraphe 7, du protocole 3 de l'accord euro-méditerranéen entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, relatif à la définition de la notion de «produits originaires» et aux méthodes de coopération administrative

Le conseil d'association,

vu l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, et notamment l'article 39 du protocole 3 qui lui est joint,

considérant ce qui suit:

- (1) L'article 15, paragraphe 7, du protocole 3 de l'accord euro-méditerranéen entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, ci-après dénommé «l'accord», autorise dans certains cas une ristourne ou exonération des droits de douane ou des taxes d'effet équivalent jusqu'au 31 décembre 2009.
- (2) Afin d'assurer la clarté, la prévisibilité économique à long terme et la sécurité juridique pour les opérateurs économiques, les parties à l'accord ont accepté de prolonger l'application de l'article 15, paragraphe 7, avec effet à compter du 1^{er} janvier 2010 pour une période de trois ans.
- (3) En outre, il y a lieu d'ajuster les taux applicables en Jordanie sur la base des taux actuels appliqués dans l'UE.
- (4) Il convient donc de modifier le protocole 3 de l'accord en conséquence.
- (5) Comme la période d'application de l'article 15, paragraphe 7, expire le 31 décembre 2009, il convient que la présente décision s'applique à compter du 1^{er} janvier 2010,

DÉCIDE:

Article premier

L'article 15, paragraphe 7, du protocole 3 de l'accord euro-méditerranéen entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, relatif à la définition de la notion de «produits originaires» et aux méthodes de coopération administrative, est remplacé par le texte suivant:

«7. Nonobstant le paragraphe 1, la Jordanie peut appliquer, sauf pour les produits visés aux chapitres 1 à 24 du système harmonisé, des arrangements en vue de la ristourne ou de l'exonération des droits de douane ou taxes d'effet équivalent applicables aux matières non originaires mises en œuvre dans la fabrication de produits originaires, sous réserve des dispositions suivantes:

- a) un taux de 4 % de taxation douanière sera retenu en ce qui concerne les produits visés aux chapitres 25 à 49 et 64 à 97 du système harmonisé, ou un taux plus bas s'il est en vigueur en Jordanie;
- b) un taux de 8 % de taxation douanière sera retenu en ce qui concerne les produits visés aux chapitres 50 à 63 du système harmonisé, ou un taux plus bas s'il est en vigueur en Jordanie.

Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent jusqu'au 31 décembre 2012 et peuvent être réexaminées d'un commun accord.»

Article 2

La présente décision entre en vigueur le jour de son adoption.

Elle s'applique à compter du 1^{er} janvier 2010.

Fait à, le

*Par le conseil d'association
Le président*